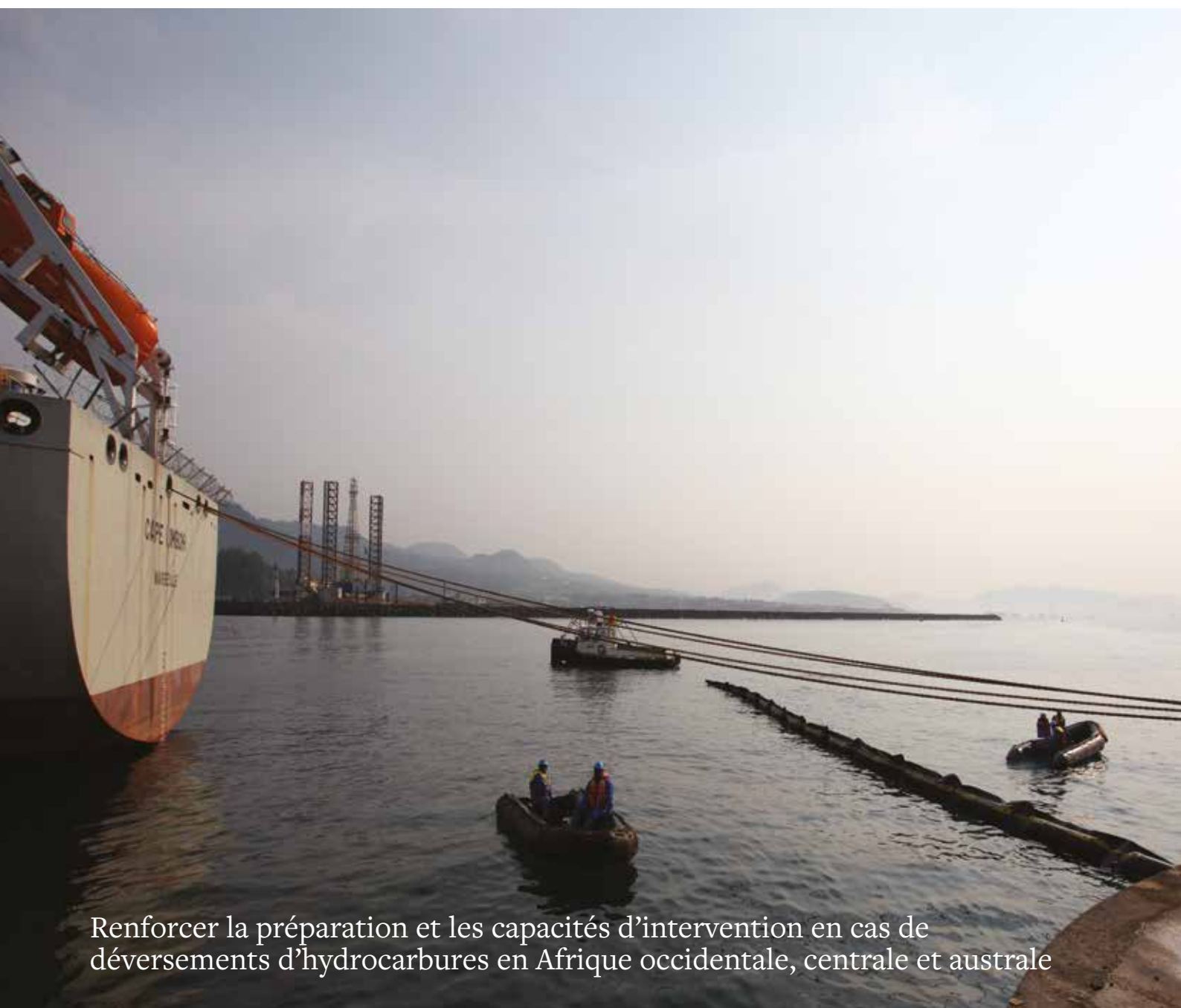


# Célébrons 10 années de succès

## Rapport anniversaire du Projet GI WACAF



Renforcer la préparation et les capacités d'intervention en cas de déversements d'hydrocarbures en Afrique occidentale, centrale et australe

**Crédits photo:** Organisation maritime internationale (couverture, pp. 1 et 17) Département des affaires environnementales d'Afrique du Sud (p. 4), Direction de l'Environnement et de la Protection de la Nature du Gabon (pp.12 et 29), Direction de l'Information et des Relations Publiques de l'armée sénégalaise (p. 4), Direction de la Marine Marchande de la République du Congo (p. 7), Joe Small (p. 20).



Exercice au Cameroun, 2014

# Sommaire

|                                                                        |    |
|------------------------------------------------------------------------|----|
| À propos du Projet GI WACAF                                            | 3  |
| Avant-propos                                                           | 5  |
| Le Projet GI WACAF en bref                                             | 6  |
| Grandes dates pour le Projet GI WACAF                                  | 8  |
| Des progrès considérables dans la région                               | 10 |
| Faits marquants                                                        | 13 |
| Avril 2006 : Lancement du Projet GI WACAF, Gabon                       | 13 |
| Septembre 2007 : Premier exercice de déploiement, Namibie              | 14 |
| Janvier 2014 : Exercice de déploiement à grande échelle, Cameroun      | 15 |
| Mars 2015 : Premier exercice bilatéral - Cameroun et Nigéria           | 16 |
| Qu'en pensent-ils? Quelques personnages qui travaillent avec le Projet | 18 |
| L'équipe de mise en œuvre: le Secrétariat du Projet                    | 22 |
| Nos Points Focaux dans la région                                       | 25 |
| Les points de vue de nos Points Focaux                                 | 28 |



# À propos du Projet GI WACAF

Lancée en 2006, l'Initiative mondiale pour l'Afrique occidentale, centrale et australe (Projet GI WACAF), est une collaboration entre l'Organisation maritime internationale (OMI), l'agence spécialisée des Nations Unies chargée de la sûreté, de la sécurité de la navigation ainsi que de la protection de l'environnement marin, et l'IPIECA, l'association mondiale de l'industrie pétrolière et gazière pour les questions environnementales et sociales, dont l'objectif est de renforcer la capacité des pays à se préparer à la lutte contre les déversements d'hydrocarbures.

Une des caractéristiques innovantes est de promouvoir le développement de partenariats publics/privés afin d'obtenir une réponse efficace aux déversements d'hydrocarbures. Le Projet GI WACAF est conjointement financé par l'OMI et par huit compagnies pétrolières.

La zone du Projet couvre 22 pays d'Afrique occidentale, centrale et australe. L'objectif est de renforcer les capacités dans la région par le biais d'ateliers, de formations, de séminaires et d'exercices menés en collaboration avec les autorités nationales chargées d'intervenir en cas de déversements d'hydrocarbures et avec les entreprises pétrolières présentes au niveau national.

Le Projet GI WACAF est soutenu par un système de gestion efficace, fondé sur six objectifs de préparation qui reflètent la capacité des pays de la région à se préparer à la lutte contre les déversements d'hydrocarbures.

Ces objectifs couvrent les exigences de la Convention Internationale sur la préparation, la lutte et la coopération en matière de pollution par les hydrocarbures (OPRC 90 pour *Convention on Oil Pollution Preparedness, Response and Cooperation*):

**Objectif 1 - Législation:** Promouvoir la ratification des Conventions internationales pertinentes

**Objectif 2 - Plan d'urgence:** Élaborer des Plans Nationaux d'Urgence pour tous les pays de la région

**Objectif 3 - Désignation de l'autorité:** Obtenir de la clarté sur les rôles et responsabilités de tous les intervenants

**Objectif 4 - Accords régionaux:** Promouvoir l'échange d'informations et la fourniture d'une assistance mutuelle en cas de déversements d'hydrocarbures

**Objectif 5 - Formation:** Veiller à ce qu'une formation continue et des exercices soient organisés régulièrement dans les pays participants

**Objectif 6 - Capacités nationales:** Aider les pays participants à développer leur propre système national d'intervention





Exercice au Sénégal, 2015

# Avant-propos

Lancée en Afrique du Sud en 1996, l'Initiative mondiale (GI) est un programme dans le cadre duquel l'Organisation maritime internationale (OMI), l'agence spécialisée des Nations Unies chargée de la sûreté, de la sécurité de la navigation ainsi que de la protection de l'environnement marin, et l'IPIECA, l'association de l'industrie pétrolière et gazière sur les questions environnementales et sociales, travaillent ensemble pour encourager et faciliter l'amélioration des mécanismes mondiaux de préparation et d'intervention en cas de déversements d'hydrocarbures. À la suite de plusieurs missions techniques organisées en Afrique occidentale, centrale et australe, l'OMI et l'IPIECA ont reconnu l'importance d'avoir une approche régionale planifiée financée avec le soutien des unités d'affaires de l'industrie pétrolière établies dans les pays ciblés. Au début de l'année 2005, l'OMI et l'IPIECA ont exprimé le désir d'unir leurs forces pour développer un projet dans la région pour une durée initiale de deux ans. D'autres discussions et développements ont conduit à la mise en place de l'Initiative mondiale pour l'Afrique occidentale, centrale et australe (GI WACAF) qui a été lancée en 2006 avec un Chef de Projet à temps plein chargé de superviser la mise en œuvre du plan stratégique.

2016 marque une étape importante tant pour le Projet GI WACAF, qui célèbre son dixième anniversaire, que pour le Programme GI, qui célébrera les 20 années écoulées depuis son lancement. Le Projet GI WACAF a mis en œuvre

plus de 95 ateliers, stages de formation et conférences depuis 2006, à la suite de quoi nous avons pu constater des progrès significatifs de l'état de préparation de la région. Il convient en particulier de noter les progrès accomplis dans la désignation des autorités nationales chargées de la préparation et de l'intervention en cas de pollution par les hydrocarbures dans chaque pays, ainsi que dans l'élaboration de plans d'urgence nationaux, qui sont maintenant en place dans la grande majorité des pays de la région.

L'adoption rapide et en profondeur du projet GI WACAF par les pays de la région est une source de fierté tant pour l'OMI que pour l'IPIECA. Cela est démontré par l'engagement et l'enthousiasme manifestés par notre industrie et les points focaux des gouvernements, ainsi que par les participants qui ont assisté aux activités du Projet GI WACAF. Les réalisations en matière de préparation et d'intervention en cas de déversements d'hydrocarbures démontrent clairement l'efficacité et la dynamique de ce projet.

Cette publication célèbre le succès du Projet GI WACAF et réfléchit aux progrès réalisés dans la région au cours de la dernière décennie. Elle revient également sur les étapes les plus importantes.

Enfin, nous tenons à remercier nos partenaires et collègues du monde entier qui ont contribué à faire de ce projet un succès pour tous les participants.



**Stefan Micallef**

Directeur, Division du milieu marin de  
l'Organisation maritime internationale (OMI)



**Brian Sullivan**

Directeur exécutif

IPIECA, l'association mondiale de l'industrie pétrolière et gazière  
pour les questions environnementales et sociales



## Le Projet GI WACAF en bref\*

Plus de  
**5200**

personnes  
formées

Plus de  
**1200**

personnes  
participant à des  
exercices

**98**

activités  
organisées

**18**

exercices  
organisés

**16**

événements organisés  
au niveau régional ou  
sous-régional

*\* Entre avril 2006 et juillet 2016*



Exercice au Congo, 2011

# Grandes dates pour le Projet GI WACAF

**AVRIL 2006**

GI WACAF  
Lancement  
au Gabon

**page 15**



**AVRIL 2007**

Premier atelier  
régional au Ghana  
(16 pays)



**OCTOBRE 2007**

Premier exercice  
sur table en Angola



**JANVIER 2008**

Premier atelier sur  
la cartographie de la  
sensibilité en Côte  
d'Ivoire



**OCTOBRE 2010**

Premier  
Coordonnateur du  
Projet appuyé par  
le Gouvernement  
français

**page 24**



**SEPTEMBRE 2007**

Exercice en Namibie

**page 16**



**AOÛT 2006**

Premier atelier  
national au Congo



**DÉCEMBRE 2007**

Conférence régionale  
au Congo



**NOVEMBRE 2009**

Conférence  
Régionale  
Cameroun



**JUIN 2011**

Exercice de  
déploiement  
commun  
au Congo

**OCTOBRE 2011**

Conférence  
régionale  
au Nigéria



**JUILLET 2013**

Exercice  
de déploiement  
en Mauritanie



**JANVIER 2014**

Exercice de  
déploiement commun  
au Cameroun

page 20



**JUIN 2015**

Premier atelier national  
sur la gestion des  
déchets en Namibia



**JANVIER 2016**

Nouveau site web  
du Projet GI WACAF

**FÉVRIER 2016**

L'Afrique du Sud  
devient membre  
à part entière

**MARS 2012**

Exercice de  
déploiement  
commun  
au Gabon



**NOVEMBRE 2013**

Conférence régionale  
en Namibie



**MARS 2015**

Premier exercice  
bilatéral entre  
le Cameroun et  
le Nigéria

page 21



**NOVEMBRE 2015**

Conférence régionale  
au Ghana



# Des progrès considérables dans la région

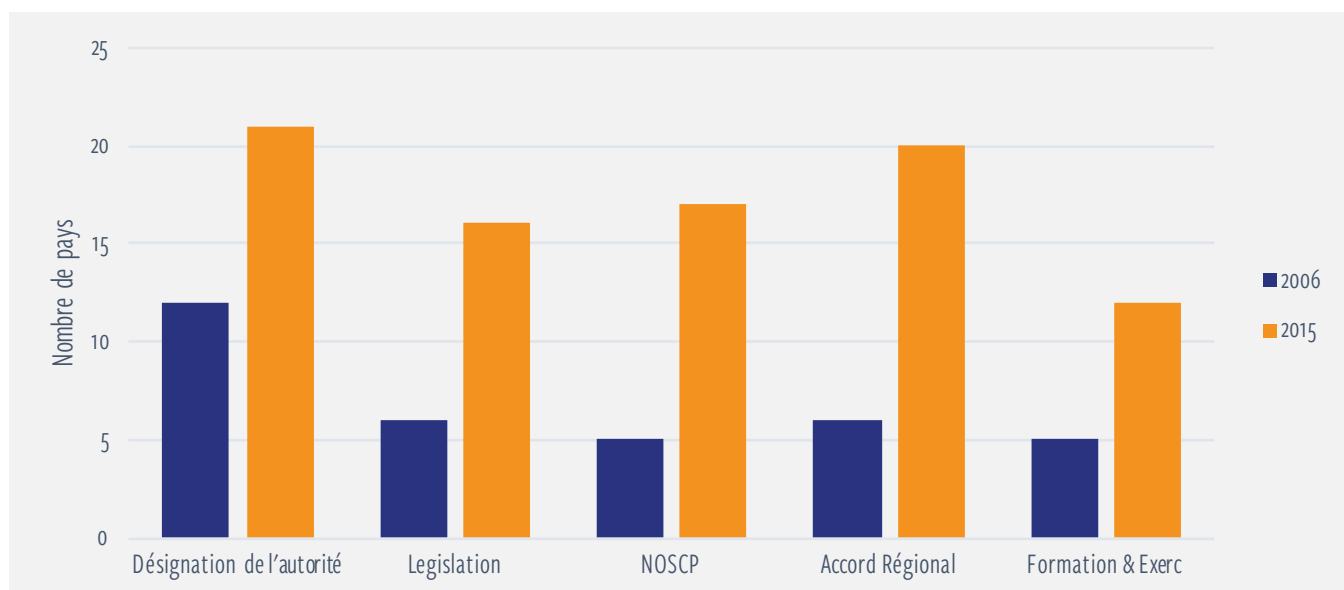
Le projet GI WACAF a été lancé dans le but de parvenir à des améliorations tangibles de la coopération en matière de préparation et d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures au sein de 22 pays d'Afrique occidentale, centrale et australe. Lors du lancement, un panorama de l'état de préparation et de la capacité d'intervention de la région a été brossé grâce aux informations fournies par les représentants des gouvernements et de l'industrie concernés dans le cadre d'une analyse des écarts (Revue annuelle du Projet GI WACAF, 2006). Les données recueillies en 2006 ont été suivies depuis lors et mises à jour pour la dernière fois en novembre 2015 pour refléter les progrès et les améliorations réalisés par rapport aux indicateurs suivants:

1. Désignation de l'autorité: Le pays a mis en place une autorité nationale désignée pour traiter des questions liées aux déversements d'hydrocarbures
2. Législation: Le pays a ratifié la Convention OPRC 90
3. Plan d'urgence national en cas de déversement accidentel d'hydrocarbures (National Oil Spill Contingency plan ou NOSCP): Le pays a un NOSCP approuvé

4. Accord régional: Le pays a mis en place un accord régional, sous-régional ou bilatéral relatif à la coopération et à l'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures
5. Formation et exercice: Le pays a entrepris des formations et des exercices au niveau national en cas de déversement d'hydrocarbures
6. Ressources nationales: Le pays dispose d'équipements et de ressources pour traiter adéquatement les risques de déversement d'hydrocarbures

Par rapport à 2006, les résultats de 2015 montrent une augmentation significative du niveau global de préparation et d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures à travers la région. Par exemple, entre 2006 et 2015, il y a eu une augmentation significative du nombre de pays qui ont ratifié un accord de coopération régionale, sous-régionale ou bilatérale, et il y a eu une augmentation similaire du nombre de pays qui ont entrepris une formation et des exercices relatifs aux déversements d'hydrocarbures

Alors que la tendance dans la région est celle d'une amélioration des capacités d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures, la vitesse à laquelle cette évolution s'est faite varie considérablement



Source: Données tirées des Profils Nationaux du Projet GI WACAF, 2016. Disponibles sur le site du Projet GI WACAF

entre les différents pays, certains avançant plus rapidement que d'autres. À cet égard, le programme de travail du projet est devenu beaucoup plus diversifié au cours des dernières années afin de répondre aux besoins de chaque pays.

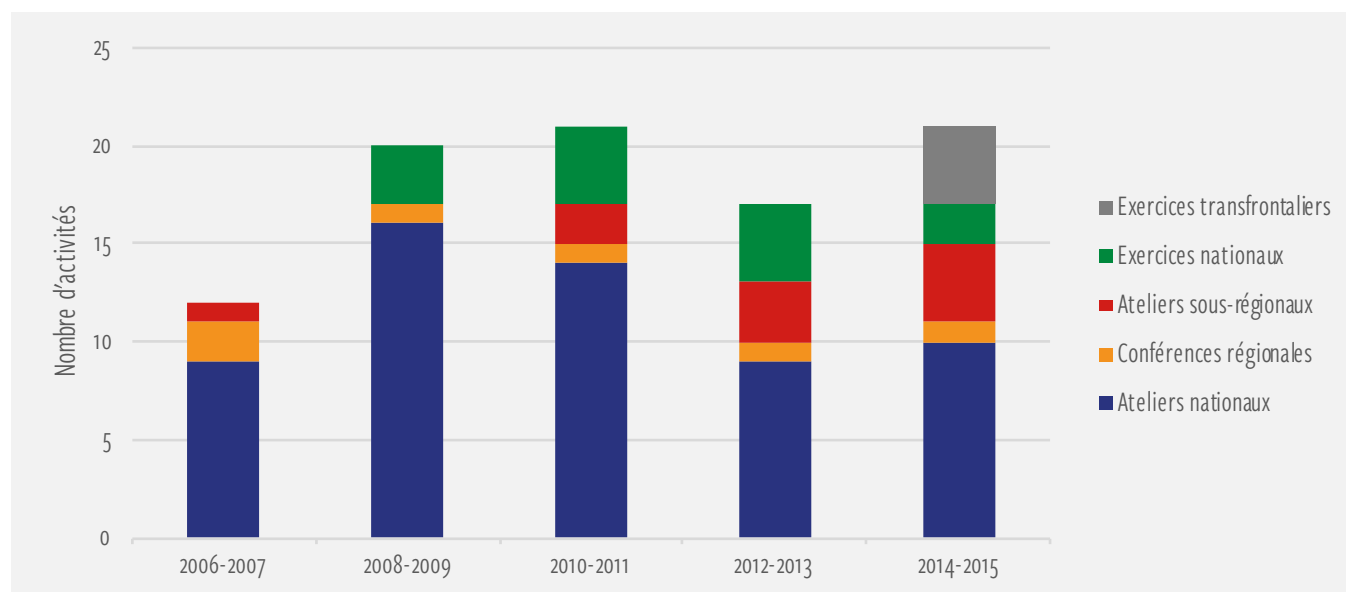
Lors de son lancement le projet visait essentiellement à poser les fondations de la préparation et de la capacité d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures.

Afin de refléter ce programme diversifié et au fur et à mesure que progressaient les capacités, le Secrétariat du Projet a mis au point de nouveaux indicateurs pour obtenir une image plus fidèle du niveau de préparation et de la capacité d'intervention de chaque état en cas de déversement d'hydrocarbures.

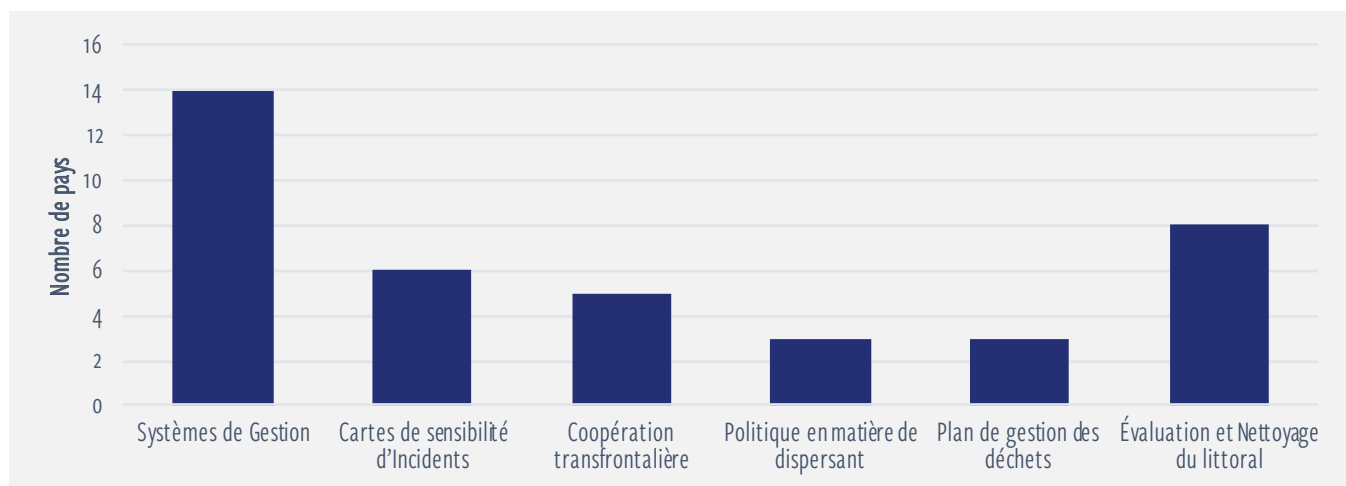
Par exemple, entre 2006 et 2009, le Projet a organisé plus de 25 ateliers répartis dans 16 pays de la région. Plus de 90% des ateliers

entrepris au niveau national ont alors mis l'accent sur l'aspect initial de la préparation et de la capacité d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures. Depuis 2010, le programme de travail du Projet GI WACAF s'est largement diversifié. Le programme a commencé à se concentrer sur les NOSCP des pays à travers des exercices sur table et le déploiement effectif de matériel d'intervention. Il a également commencé à se concentrer sur des sujets spécialisés tels que la cartographie de la sensibilité ou l'application de dispersant. En outre, un nombre croissant d'activités ont été entreprises aux niveaux régional et sous-régional.

Ces indicateurs supplémentaires ont ensuite été approuvés par le Comité de Pilotage en 2015 et se composent de : Cartes de sensibilité, Politique en matière de dispersant, Évaluation et Nettoyage du littoral, Plan de gestion des déchets, Coopération transfrontalière et Système de Gestion d'Incidents. Dès 2015, le Projet a pu mesurer les progrès réalisés dans la région par rapport à ces éléments.



Source: Données disponibles sur le site web du Projet GI WACAF



Source: Données tirées des Profils Nationaux du Projet GI WACAF, 2016. Disponibles sur le site web du Projet GI WACAF



Atelier au Gabon, 2014

# Faits marquants

## Avril 2006 : Lancement du Projet GI WACAF, Gabon

Le Projet GI WACAF a été lancé en avril 2006 à Libreville. L'événement a été inauguré par le Premier ministre du Gabon et le ministre de la Marine marchande. Des représentants des gouvernements des 17 pays suivants ont assisté à ce lancement: Angola, Bénin, Cameroun, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Mauritanie, Namibie, Nigéria, République du Congo, Sénégal, Sierra Leone, Afrique du Sud et Togo. Des représentants de l'OMI, du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et des Fonds internationaux d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (FIPOL) étaient également présents. Des représentants de l'industrie issus de l'APIECA, de la Gabon Union Petroleum (UPEGA), de BP, de Cabinda Gulf Oil Company Limited, de Sigepag-Cgem, de Chevron, d'ENI, d'Esso Exploration, de Sonangol, d'ExxonMobil, de Total, de Mobil Oil, de Tema Oil Refinery Ltd, de Shell, de Perenco, de Panafrican Energy, de CNR International et de Texaco ont participé à l'événement.

Les principaux objectifs du lancement étaient les suivants:

- aider les parties prenantes à bien comprendre le Projet GI WACAF

- insister sur et stimuler l'engagement des gouvernements et de l'industrie en faveur du projet
- développer des réseaux nationaux et régionaux pour la préparation, l'intervention et la coopération en cas de pollution par les hydrocarbures
- placer d'autres initiatives régionales liées à la protection de l'environnement marin et côtier dans le contexte de cette initiative

Lors du lancement, des éléments de préparation ont été identifiés et une évaluation de l'état de préparation et de la capacité d'intervention nationale et régionale a été réalisée. Sur cette base, l'OMI et l'APIECA ont travaillé ensemble pour élaborer un plan d'action initial pour la période 2006-2007. Ce plan d'action consistait en des missions d'évaluation dans des pays, dont 10 au total ont été réalisées, ainsi que des activités pour combler certaines lacunes spécifiques. Ces dernières ont été menées en coordination avec d'autres programmes de développement régional.



## Septembre 2007 : Premier exercice de déploiement, Namibie

Un atelier avec un exercice de cinq jours pour lancer le Plan d'urgence national en cas de déversement accidentel d'hydrocarbures de la Namibie s'est tenu à Walvis Bay du 24 au 28 septembre 2007. Il a été organisé par le ministère des travaux publics, des transports et des communications et il a rassemblé des participants issus des ministères et organismes gouvernementaux, de l'industrie pétrolière et des ONG de Namibie. Des participants venus d'Angola et d'Afrique du Sud étaient également présents. L'activité fut animée par des experts de l'OMI, de l'IPIECA et d'ITOPF.

Les principaux objectifs de cet atelier étaient les suivants:

- Fournir des informations sur les questions relatives au plan national d'urgence, à la cartographie de la sensibilité et aux réclamations et indemnisations
- Lancer le NOSCP
- Procéder à un exercice de démonstration de déploiement de matériel
- Fournir des informations sur l'état actuel de préparation en Namibie, en Angola et en Afrique du Sud et sur l'état du Projet actuel de vaste écosystème marin de Benguela
- Veiller à ce que le NOSCP facilite la participation de la Namibie à la coopération internationale dans le cadre de la Convention OPRC 90

Le NOSCP a été officiellement lancé le troisième jour de l'activité par le maire de Walvis Bay et le ministre adjoint des travaux publics, des transports et des communications.



Après le lancement, les participants ont été transportés dans la Zone portuaire de Walvis Bay et ont embarqué sur le navire namibien de protection de la pêche NATHANEL MAXUILIL pour observer l'exercice de démonstration. Un bref exposé de l'exercice s'est tenu à l'arrivée au port. L'exercice simulait une intervention sur un petit pétrolier qui était entré dans Walvis Bay en souffrant d'une défaillance de structure qui avait entraîné un déversement d'hydrocarbures dans la baie. Le NOSCP a été activé et le Contrôle portuaire de Walvis Bay, en collaboration avec le personnel de NAMPORT, a mobilisé 400 mètres de barrage qui ont été déployés depuis le navire ciblé.

L'exercice comprenait des essais des procédures de notification pour alerter et appeler les équipes d'intervention, conformément au NOSCP. Des conseils techniques ont également été prodigués aux participants sur le type de matériel nécessaire pour un tel déversement d'hydrocarbures. Le dernier jour de l'atelier, une séance plénière a élaboré un plan d'action pour les futurs travaux liés à la mise en œuvre et à la maintenance du Plan National.



## Janvier 2014 : Exercice de déploiement à grande échelle, Cameroun

En janvier 2014, la Projet GI WACAF a organisé le premier exercice à grande échelle au Cameroun. Il a été accueilli par le Comité de pilotage et de surveillance des pipelines de la Société nationale des hydrocarbures (SNH). Quelque 130 délégués de la SNH, des ministères, de la “Préfecture” de Limbé, de la Société nationale de raffinerie (SONARA) de Limbé, d’autres opérateurs pétroliers au Cameroun et de la société civile, ont pris part à l’exercice. Les objectifs étaient les suivants:

- Dispenser une formation aux exercices d’intervention en cas de déversement d’hydrocarbures
- Procéder à un exercice pour tester le Plan d’urgence national en cas de déversement accidentel d’hydrocarbures du Cameroun
- Élaborer un plan d’action suivant les recommandations faites au cours de l’exercice pour mettre à jour le Plan National

En raison de l’ampleur de cet exercice, une mission préparatoire avait été organisée à Yaoundé en juillet 2013. D’autres réunions préparatoires ont eu lieu avec la SNH, la SONARA et d’autres compagnies pétrolières. Le scénario de l’exercice était basé sur un important déversement d’hydrocarbures dans les installations de la SONARA à Limbé.

Au cours de cet exercice, le centre national de commandement en cas d’incident, le centre local de commandement en cas d’incident et le centre de commandement en cas d’incident de la SONARA ont été respectivement mobilisés à SNH

à Yaoundé, à la “Préfecture” à Limbé et dans le bureau de la SONARA à Limbé.

Les différents centres de commandement en cas d’incident ont été mobilisés de 6h30 à 12h30. Pendant ce temps, la SONARA a déployé son équipement d’intervention en cas de déversement d’hydrocarbures en mer à proximité de Limbé.

Comme l’a expliqué Aymill Prosperre Dzali Dikapa, le consultant qui a conçu cette activité: *“La principale difficulté était d’assurer la synchronisation des activités dans trois centres de commandement à Yaoundé et à Limbé, ainsi que le déploiement des équipes d’intervention et du matériel d’intervention en cas de déversement d’hydrocarbures de la SONARA offshore, durant la gestion de l’incident de déversement d’hydrocarbures de Niveau 3”.*

L’exercice a testé l’organisation des centres de commandement en cas d’incident, ainsi que la collaboration entre les pouvoirs publics et les entreprises privées. Un plan d’action a été élaboré suite à l’exercice. M. Dzali Dikapa a souligné que *“l’implication des participants du gouvernement aux niveaux national et local et des opérateurs pétroliers locaux a contribué au renforcement de la coopération entre les secteurs public et privé en cas d’incident majeur de déversement d’hydrocarbures au Cameroun”.*

Au cours de cet exercice à grande échelle, un représentant de l’OMI a filmé plusieurs activités de l’atelier et de l’exercice national pour produire un documentaire.





Exercice transfrontalier au Gabon, 2015

## Mars 2015 : Premier exercice bilatéral - Cameroun et Nigéria

Le Projet GI WACAF a tenu en mars 2015 le premier exercice transfrontalier dans la région du WACAF. Cette activité avait été demandée par le Cameroun et le Nigéria lors de la Conférence régionale de novembre 2013. Comme l'a expliqué Idris Olubola Musa, Point focal du Projet GI WACAF au Nigéria: *"Nous avons eu un premier contact avec le Cameroun pour quelque chose de semblable en 2003, mais nous avons été incapables de mener l'exercice à bien. Cette fois-ci, nous étions heureux que ce soit enfin possible"*.

L'événement a été organisé simultanément par l'Agence nationale de détection et d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures (NOSDRA) à Abuja (Nigéria) et la Société Nationale des Hydrocarbures (SNH) à Yaoundé (Cameroun). Quelque 150 participants de divers ministères et organismes gouvernementaux ont assisté à cette activité commune. Des représentants de l'industrie et du secteur privé étaient également présents dans les deux pays.

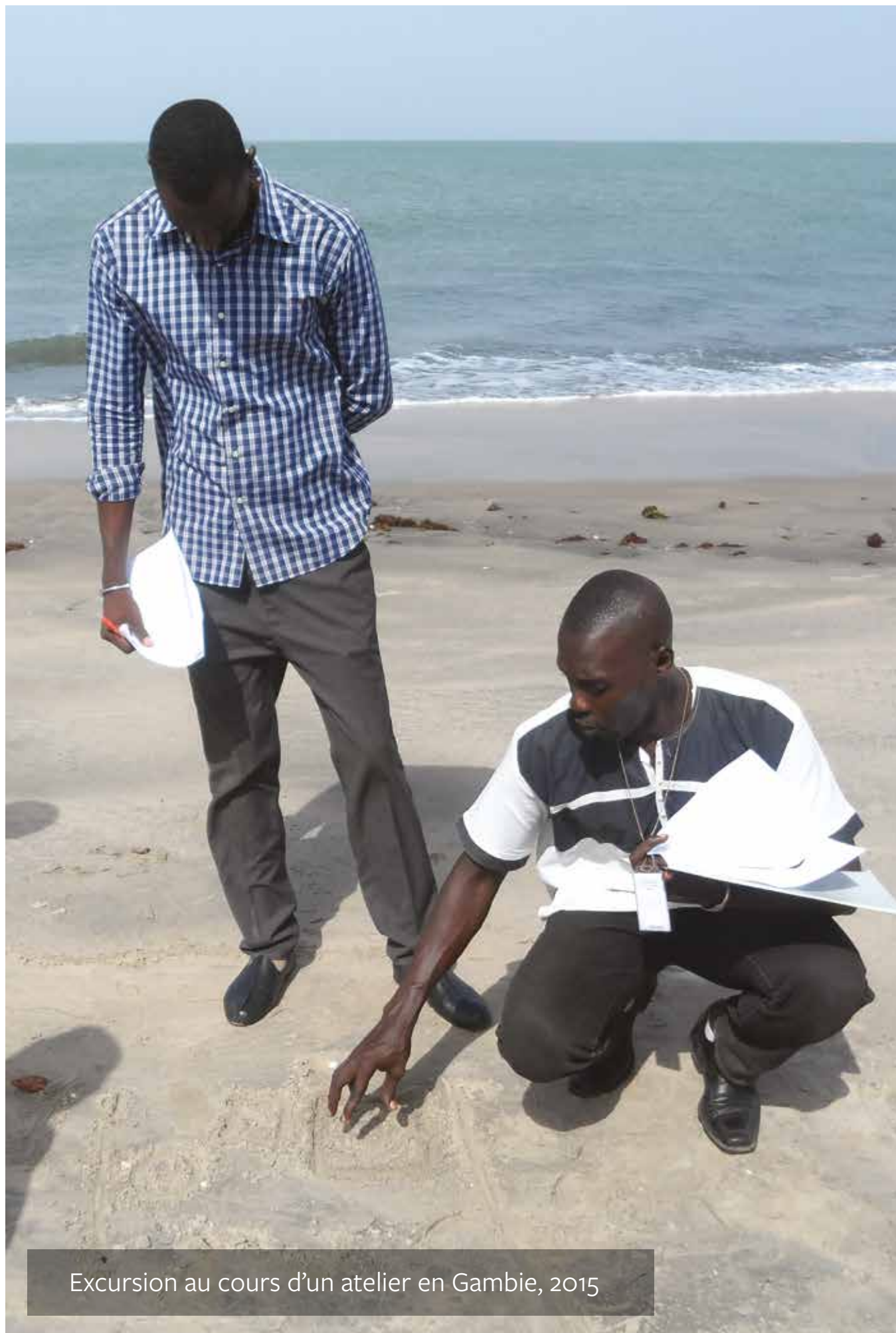
Les objectifs de cet exercice étaient les suivants:

- Établir des lignes de communication entre le Cameroun et le Nigeria en cas d'incident transfrontalier de déversement d'hydrocarbures, ainsi que tester les procédures de communication
- Tester les deux Plans nationaux d'urgence en cas de déversement transfrontalier d'hydrocarbures. Tester différents mécanismes de demande d'assistance et d'allocation de ressources internationales

Cette activité, la première du genre, a été bien reçue par les deux pays. Elle a aidé à identifier les lacunes qui ne pouvaient pas être détectées autrement grâce à de simples exercices nationaux. Les recommandations ont constitué une base solide pour les activités futures visant à renforcer les plans nationaux et les lignes de communication. Pour Idris Olubola Musa, *"Les compagnies pétrolières qui opèrent à proximité de notre frontière avec le Cameroun sont ravies qu'il y ait une procédure à suivre en cas de déversement d'hydrocarbures susceptible de pousser jusqu'au Cameroun. Nous connaissons également les interlocuteurs, opportunité que nous comptons développer lors de la prochaine activité du Projet GI WACAF"*.

Sur la base de cette expérience, un exercice similaire a été reproduit entre le Gabon et la République du Congo en septembre 2015.





Excursion au cours d'un atelier en Gambie, 2015

# Qu'en pensent-ils ?

## Quelques personnages qui travaillent avec le Projet

### Richard Santner, BP, Vice-président du Projet GI WACAF pour l'Industrie et ancien Président pour l'Industrie

**Richard Santner** est l'un des architectes du Projet GI WACAF. Il nous a parlé de son expérience et de sa vision du Projet.

**Richard, pourriez-vous nous en dire plus sur les différents rôles que vous avez joués dans le Projet GI WACAF?**

**Richard Santner:** En 2005-2006, je travaillais chez OSRL en tant que directeur technique. J'ai dirigé la conception initiale du projet: portée, contenu, résultats visés, j'ai jeté les fondations selon la méthode des "6 éléments", en organisant des conférences biennales sur les étapes du projet; mais j'ai également réussi à aligner les représentants de l'OMI et de l'APIECA, j'ai assuré le lancement au Gabon en 2006 et j'ai mis en place le travail de support systématique, les plans annuels, le budget, etc. Je suis devenu Président pour l'Industrie entre 2011 et 2014. J'ai pu renforcer les objectifs des fondations d'origine, actualiser le rôle de Chef de Projet, recentrer sur les 6 éléments et élargir la gamme des sujets pour refléter le niveau de maturation des capacités dans les pays ayant atteint les objectifs initiaux et en cherchant à en faire plus. J'ai également rafraîchi la gouvernance du Projet GI WACAF, en encourageant le rôle critique de l'OMI dans la direction du Projet. Je suis maintenant l'un des Vice-présidents pour l'Industrie. Mon rôle actuel est de contribuer à un point de vue expérimenté sur les différents aspects du Projet.

**Qu'est-ce qui fait du Projet GI WACAF une réussite?**

**RS:** Tout est une question d'alchimie. Il y a quelques ingrédients essentiels qui doivent être compris et bien mélangés. Le premier est le partenariat, avec la reconnaissance et le respect des différents moteurs des parties prenantes, un fort sentiment de confiance et une volonté commune de travailler ensemble, pour soutenir un effort coordonné et surmonter les différences, ainsi que l'aptitude à



*Richard, lors du lancement du Projet en 2006*

voir au-delà des inévitables difficultés de court terme et à continuer de chercher à atteindre les objectifs de long terme qui, au final, font la réelle différence. La Gestion du Projet est un autre élément clé, avec une stratégie à long terme basée sur des plans annuels, des objectifs clairs et concrets pour réaliser de véritables progrès, un réalisme quant à ce qui peut être réalisé sans accepter le statu quo.

Les fondations techniques et le cadre de croissance sont d'autres éléments du succès: le Projet a de fortes racines techniques, des fondements législatifs extrêmement clairs, une définition du risque/scénario, une stratégie d'intervention, des dispositions en matière de capacités à plusieurs niveaux, de la formation et des exercices pour ajouter des détails des capacités critiques. Enfin, les attributs des individus sous-tendent la réussite du Projet. Nous avons la chance de travailler avec des gens qui ont une vision à long terme, des objectifs très clairs, une solidité technique, un soutien soutenu et déterminé et un engagement personnel envers l'approche de partenariat fondée sur le respect mutuel.

## Quelles sont les principales différences entre le Projet en 2006 et le Projet aujourd'hui?

**RS:** Le projet naissant qui a pris son envol en 2006 est maintenant un programme mature et impressionnant par ses réalisations. Si à l'époque j'étais simplement convaincu d'être sur la bonne voie, j'ai désormais l'assurance d'une valeur éprouvée, résultant d'efforts soutenus et coordonnés pour atteindre des objectifs de long terme qui se soutiennent les uns les autres, marqués par des objectifs provisoires mesurables. Nous sommes partis avec seulement 6 éléments clés alignés sur la Convention OPRC. Nous avons aujourd'hui une bonne gamme de composants techniques, en croissance constante depuis les premières fondations.

## Comment voyez-vous l'avenir du Projet?

**RS:** Bien sûr, il y aura la croissance évolutive naturelle du Projet, avec une maturité, une portée et des réalisations croissantes à travers les 22 pays. Je pense qu'il devrait y avoir une actualisation fondamentale des 6 éléments et des zones supplémentaires à un moment autour de 2019 pour renforcer le cadre et les étapes de maturation. Au final, si l'occasion adéquate se présente, nous pourrions étudier la possibilité de modes de livraison supplémentaires pour intégrer le travail de la prochaine décennie à travers des centres de capacités en région.

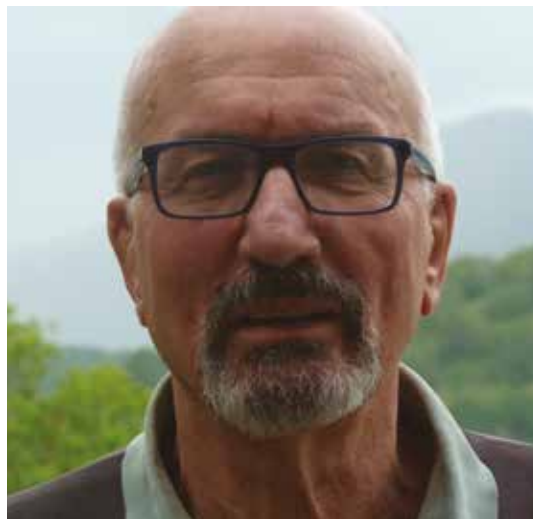
---

## Jean Claude Sainlos, ancien Directeur, Division de l'environnement marin, Organisation maritime internationale (OMI)

*Dans son ancien rôle de Directeur de la Division de l'environnement marin, **Jean Claude Sainlos** a joué un rôle central dans l'établissement du Projet GI WACAF. Il réfléchit sur les réalisations du Projet et décrit certains des défis qui subsistent.*

“Ceci est un exemple de coopération réussie entre l'OMI et l'industrie pétrolière. Les activités du Projet ont directement bénéficié aux pays de la région en permettant une meilleure compréhension des problèmes de déversements d'hydrocarbures, et en aidant à assurer une meilleure communication et une coopération accrue entre les gouvernements et l'industrie. Le Projet GI WACAF a également joué un rôle clé dans le soutien au développement et à la mise en œuvre des plans nationaux d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures et à la ratification et la mise en œuvre des Conventions internationales pertinentes. Ce sont des réalisations importantes, cependant, des difficultés subsistent et certaines questions ne sont pas encore correctement prises en compte.

À mon avis, la principale difficulté rencontrée par le Projet est la désignation des autorités nationales compétentes en matière de préparation en cas de déversement d'hydrocarbures. La Convention d'Abidjan et son Protocole d'urgence ont conduit à la désignation de certains Ministères/Organismes en tant qu'autorité nationale compétente dans leurs pays respectifs. En raison d'un manque de ressources, certains Ministères/Organismes n'ont pas encore développé les capacités pour mener



à bien ces responsabilités de manière efficace. Cette situation affecte la mise en place, comme le demande l'Article 6 de la Convention OPRC, d'un système national de préparation et d'intervention. Pour répondre à cette problématique, une nouvelle méthode de travail doit être envisagée.

À l'avenir, une question qui n'a pas encore été abordée par le Projet GI WACAF est la mise en œuvre du paragraphe 2 de l'Article 6 de la convention OPRC. Ce paragraphe porte sur la gestion du matériel prépositionné de lutte contre les déversements d'hydrocarbures, ainsi que sur l'élaboration d'un plan visant à établir des stocks de matériel de lutte contre les déversements d'hydrocarbures à l'échelle régionale ou sous-régionale.”

**Rupert Bravery** est devenu Président pour l'Industrie du Projet GI WACAF en novembre 2015. Il nous a dit comment il voyait le futur développement du Projet GI WACAF.

“Le Projet GI WACAF devrait se poursuivre avec pour base éthique la poursuite des meilleures pratiques en matière de préparation en cas de déversement d'hydrocarbures. Cela a été, et continuera d'être, un ingrédient clé de la réussite pour le développement régional. Pour ce faire, nous devons soutenir la législation nationale pertinente, aider à mettre en œuvre la mise en place de processus efficaces et faire le meilleur usage possible des outils éprouvés d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures. Nous allons travailler à renforcer la coopération mutuellement bénéfique entre l'industrie et le gouvernement et jouer un rôle accru dans l'organisation d'activités d'entraide efficaces et la coopération transfrontalière. Les travaux déjà entrepris par le Projet dans ce domaine constituent une base solide pour l'avenir.

Pour garantir que le Projet GI WACAF ait une portée véritablement régionale et des niveaux élevés d'activité et de résultat, il est primordial que les finances du Projet soient entretenues. Le Projet GI WACAF cherchera continuellement à développer l'adhésion de l'industrie et à améliorer l'efficacité des coûts. La politique du Projet, déjà entamée, qui consiste à minimiser les coûts d'administration et à maximiser la part du budget consacrée à l'exécution des programmes, sera poursuivie. “



**Alexis Poutchovsky** (Total), **Dirk Martins** (Total), **William Lerch** (ExxonMobil), **Richard Santner** (BP), **Tom Coolbaugh** (ExxonMobil) et **Scott Smith** (ConocoPhillips) ont été les précédents Présidents pour l'Industrie

## Thomas Liebert, Chef, Relations extérieures & Conférence, FIPOL

**Thomas Liebert** a participé au développement de l'Initiative mondiale. Il a expliqué le rôle qu'il a joué au sein du Projet GI WACAF en 2005-2006.

### Quel était votre rôle au début du Projet?

**Thomas Liebert:** J'ai rejoint OSRL en 2003, avec pour responsabilité de gérer l'ensemble des activités de représentation. J'ai par conséquent beaucoup participé au développement du Projet GI WACAF, qui fut d'abord envisagé lors d'un atelier régional que j'avais organisé conjointement avec l'OMI et qui a eu lieu en 2003 avec 16 pays du WACAF. Les objectifs étaient de discuter de la coopération intergouvernementale et gouvernement-industrie et de préparer un programme d'action pour le développement de systèmes régionaux de préparation et d'intervention. Un Plan d'Action a été adopté, y compris un appel à l'OMI et à l'APIECA pour assurer le suivi de ce Plan. En 2004, l'APIECA a reconnu la valeur d'une approche régionale budgétée et planifiée, qui serait soutenue par les unités d'affaires dans les pays. Je fus alors chargé de préparer le terrain pour le Projet, en collaboration avec l'OMI et l'industrie.



Thomas dans un atelier au Gabon, 2014

### Quelle est la nature de la collaboration avec le Projet GI WACAF?

**TL:** Les FIPOL se considèrent comme un partenaire technique. Nous contribuons à aider les États à adopter le régime d'indemnisation suites aux déversements d'hydrocarbures provenant de pétroliers et à soutenir la mise en œuvre nationale. Le Projet GI WACAF est le parfait canal pour fournir une telle assistance.

## **Pourquoi, à votre avis, le Projet GI WACAF est-il une réussite?**

**TL:** Je crois que la raison principale est l'engagement continu de l'OMI et de l'industrie. L'expérience a montré que la lutte contre le manque de soutien durable mène au succès et le Projet GI WACAF a réussi à maintenir l'élan du gouvernement et de l'industrie. L'approche régionale est également bénéfique car elle démontre aux gouvernements qu'il est possible et plus efficace de travailler ensemble et de partager les ressources.

## **Quelles sont les principales différences entre le Projet en 2006 et le Projet aujourd'hui?**

**TL:** En 2006, nous étions en territoire inconnu car rien de tel n'avait jamais été réalisé auparavant. Le Projet GI WACAF est vraiment une initiative conjointe de l'OMI et de l'industrie et il n'a pas été facile de trouver le modus operandi adéquat. L'autre point important est que les Points Focaux ont été identifiés et que leurs rôles sont clairs. Tout cela a dû être construit à partir de zéro.

*Plus d'informations sur les FIPOl:*  
[www.iopcfunds.org](http://www.iopcfunds.org)

---

## **Christophe Rousseau, Directeur adjoint, Cedre**

**Christophe Rousseau** faisait partie de l'équipe qui a lancé l'Initiative Mondiale. Il est maintenant Directeur adjoint du Cedre, l'un des partenaires techniques du Projet GI WACAF.

### **Christophe, quand avez-vous commencé à travailler avec le Projet GI WACAF?**

**Christophe Rousseau:** J'ai très tôt dans été impliqué l'Initiative mondiale. En novembre 1995, une petite équipe d'experts a été mobilisée par l'OMI et l'IPIECA pour préparer le lancement du Projet GI. Le Ghana, la Côte d'Ivoire et la Tanzanie ont été visités. J'étais chargé d'animer l'atelier en Côte d'Ivoire. J'ai assisté au lancement au Cap en mars 1996 avec 180 gouvernements et représentants de l'industrie, en provenance d'Afrique, d'Europe, des États-Unis, de Singapour et d'Australie.

### **Comment pouvez-vous expliquer le succès du Projet GI WACAF?**

**CR:** Je pense que le "système de fertilisation croisée" créé entre les secteurs public et privé à travers des actions concrètes est la pierre angulaire de la réussite du Projet.

### **Quelles sont les principales différences entre le Projet en 2006 et le Projet aujourd'hui?**

**CR:** Le projet a beaucoup évolué depuis 2006: le budget consolidé, le suivi des progrès réalisés par



*Christophe during the Regional Conference in Ghana, 2015*

les pays et le programme de travail établi dans le cadre d'un plan stratégique biennal sont la preuve de la dimension systématique qu'a atteinte le Projet.

### **Comment voyez-vous l'avenir du Projet?**

**CR:** L'avenir du Projet GI WACAF dépendra essentiellement de la capacité des pays à prouver, par des actions durables, la valeur ajoutée et l'efficacité de l'effort international qui a été consacré à ce Projet depuis 2006.

*Plus d'informations sur le Cedre :* [www.cedre.fr](http://www.cedre.fr)

## Andy Nicoll, Responsable de la représentation, Oil Spill Response Limited (OSRL)

OSRL est un important partenaire technique du Projet. **Andy Nicoll**, Responsable de la représentation, a partagé ses connaissances sur la préparation en cas de déversement d'hydrocarbures dans la région.

**Dans vos déplacements dans la région WACAF au cours des 10 dernières années, avez-vous remarqué des changements positifs en termes de préparation aux déversements d'hydrocarbures et de capacité d'intervention?**

**Andy Nicoll:** Absolument ! Je pense que ce qui a été frappant a été l'augmentation de la portée de la préparation et de la capacité d'intervention. Au début, le Projet était à juste titre concentré sur les blocs de base de la capacité d'intervention tels que le fait de disposer d'un plan national et d'une autorité désignée responsable. Au fur et à mesure que le Projet a mûri, j'ai constaté une énorme augmentation de la demande pour plus d'éléments spécifiques tels que la cartographie de sensibilité, les politiques en matière de dispersants et les Systèmes de Gestion d'Incidents. Je pense que cela se voit clairement dans les exercices nationaux et sous-régionaux qui sont organisés en collaboration avec l'industrie, et aussi plus fréquemment dans toute la région.

**Ayant assisté à quatre des cinq Conférences Régionales, que voyez-vous comme étant la principale valeur de ces événements ?**



*Andy during the Regional Conference in Nigéria, 2013*

**AN:** Les Conférences Régionales offrent une occasion unique de faire le point sur ce qui a été réalisé, mais, plus important encore, de fixer le cap pour les deux prochaines années. Il est tout à fait vrai que le Projet se met en pause pour réfléchir et célébrer les progrès qui ont été accomplis au niveau national et dans un contexte sous-régional et régional plus vaste. Par la suite, ces événements donnent aux délégués l'occasion de convenir des objectifs pour le prochain exercice biennal, en fonction de leurs besoins spécifiques, mis en regard des indicateurs clés de performance établis dans le cadre du Projet. La conférence est également extrêmement utile dans une perspective de mise en réseau, en cela qu'elle fournit une plate-forme où peuvent être écoutés les pays et les individus qui ont une expérience des problèmes couramment rencontrés et peuvent partager ces connaissances et leurs bonnes pratiques dans une atmosphère amicale et mutuellement constructive.

Plus d'informations sur OSRL:  
[www.oilspillresponse.com](http://www.oilspillresponse.com)

---

## L'équipe de mise en œuvre: le Secrétariat du Projet

Le Secrétariat du Projet GI WACAF est composé d'un Chef de projet et d'un Coordonnateur. Le Chef de Projet est chargé d'élaborer la stratégie et de mettre en œuvre les activités. Le premier Chef de Projet, **Gabino Gonzalez**, aujourd'hui à la tête du REMPEC, a commencé en 2005.

**Vous étiez chargé d'organiser le lancement du Projet en 2006. Quels en étaient les objectifs ?**

**Gabino Gonzalez:** Le Lancement a marqué un changement de cap significatif. Les délégués, jusque-là informés des principales problématiques, prenaient possession de celles-ci, ce qui



démontrait leur engagement à planifier la voie à suivre et à identifier le soutien adéquat. Tout au long de l'événement, les délégués ont été guidés à travers six éléments clés de la préparation à la lutte et de la lutte en cas de déversement d'hydrocarbures : Législation, Plan, Forces de mise en œuvre, Formation, Matériel et Exercices. Toutes les informations recueillies ont été analysées pour fournir un aperçu régional et planifier les activités futures. Je suis convaincu que le Lancement a été un succès et qu'il est une pierre angulaire du Projet.

### **Quels sont les principaux défis que vous avez dû affronter en tant que premier Chef de Projet?**

**GG:** Les pays ont reçu un appui technique de fond de l'OMI et d'autres organisations, mais la mise en œuvre de la Convention OPRC n'avait pas été analysée. Un réseau de points focaux devait également être mis en place, un plan d'action et des indicateurs devaient être définis, et une procédure de travail entre l'industrie et le gouvernement devaient être discutés. Autrement dit, les défis étaient nombreux, mais l'approche collaborative et la motivation de l'OMI et de l'PIECA, ainsi que la volonté des pays et de l'industrie, ont fourni tous les éléments nécessaires pour diriger la réalisation mesurable du Projet dans la région.

### **Quelle a été votre plus grande réussite?**

**GG:** La plus grande réussite a été la définition des six éléments clés utilisés pour mesurer les progrès du Projet, pour recueillir les informations nationales requises avant et pendant le lancement et pour dessiner le plan d'action. Dix ans plus tard, ces indicateurs sont toujours au cœur du Projet.

*Plus d'informations sur le REMPEC:  
[www.rempec.org](http://www.rempec.org)*



**Philippe de Susanne** (à gauche) et **Romain Chancerel** (à droite) ont été les deuxième et troisième Chefs de Projet.

**Anton Rhodes** Chef de Projet depuis 2013, partage son point de vue sur le succès du Projet GI WACAF.

“Le Projet GI WACAF repose sur des bases très solides. Les objectifs fixés en 2006 donnent au Projet des directives claires et sont une mesure efficace de sa réussite. En outre, le modèle de gouvernance et les modalités de financement ont assuré un solide leadership et une source fiable de revenu.

Un autre ingrédient clé du succès est la flexibilité. Le Projet GI WACAF répond constamment au développement et à l'évolution des priorités des principales parties prenantes dans la région en introduisant de nouveaux sujets de discussion et de nouvelles activités dans le programme de travail.

Par exemple, ces dernières années, des sujets tels que la Gestion des Déchets, le Nettoyage du Littoral ou les Systèmes de Gestion d'Incidents (SGI), ont été introduits et les exercices transfrontaliers sont désormais au cœur de notre travail.

Le fait que le Projet soit si inclusif est également un facteur extrêmement positif. Le rôle actif des parties prenantes dans les activités régionales, sous-régionales et nationales assure un niveau élevé de participation et de soutien pour les objectifs du Projet. D'après mon expérience, le moteur et la direction du Projet sont toujours venus de ses membres issus du Gouvernement et de l'industrie dans la région.

En fin de compte, le succès du Projet GI WACAF et son avenir sont entre leurs mains.”



*Le Chef de Projet est assisté par un Coordonnateur recruté par Total, en accord avec le gouvernement français dans le cadre du programme de Volontaire International Scientifique - VIS. Le VIS est basé au siège de l'OMI à Londres. Leur principal rôle est de soutenir l'élaboration et la mise en œuvre du programme de travail annuel par l'organisation et la réalisation de formations, d'ateliers et d'exercices.*

**Antoine Blonce** a été le premier Coordonnateur de projet. Il a partagé son expérience avec le Projet GI WACAF.

### **Antoine, pourriez-vous décrire le rôle du VIS ?**

**Antoine Blonce:** Le VIS, qui est basé à la Division de l'environnement marin de l'OMI, est essentiel pour la coordination de ce Projet OMI-IPIECA. Le rôle du VIS est de préparer des activités, depuis la planification du budget en collaboration avec la Division de Coopération Technique de l'OMI, jusqu'à la livraison finale d'activités telles que les présentations techniques qui nécessitent des voyages intensifs en Afrique occidentale, en passant par le recrutement de consultants avec les Services de Ressources Humaines. Il est complet et difficile, mais également gratifiant.

### **Quel a été le plus grand défi auquel vous avez été confronté en tant que premier VIS?**

**AB:** Le principal défi était de trouver le bon rôle parmi toutes les parties prenantes. Le VIS a la chance de travailler en même temps avec les compagnies pétrolières et les représentants du gouvernement. Il se doit de toujours porter cette "double casquette" - OMI ou IPIECA. La coordination est exigeante, mais elle est également ce qui fait du Projet GI WACAF un tel succès.

### **Cette expérience a-t-elle été utile pour votre carrière?**

**AB:** Mes 2 années de travail pour le Projet GI WACAF ont été un tremplin pour la prochaine étape de ma carrière. En 2012, j'ai rejoint un autre Projet MED, le Programme de partenariats GloBallast pour le FEM-PNUD-OMI en tant que Conseiller Technique, afin d'aider les pays en développement à réduire le transfert d'organismes



aquatiques nuisibles dans les eaux de ballast des navires à travers la mise en œuvre de la Convention sur la gestion des eaux de ballast, promouvant ainsi le renforcement des capacités et la coopération technique.

### **Souhaitez-vous, pour terminer, partager une anecdote avec nous ?**

**AB:** L'un de mes meilleurs souvenirs est probablement d'avoir vu l'équipe du Projet et les partenaires danser ensemble au son de la musique nigériane lors de la réception de la Conférence de 2011. La générosité des 22 pays, et l'amitié développée entre l'équipe du Projet, les points focaux et les parties prenantes, ont fait de la collaboration avec le Projet GI WACAF une expérience inoubliable. "Travailler ensemble" est une devise que j'apprends au cours de ce projet et que je vais certainement continuer à utiliser dans ma carrière.



**Benjamin Jeanne et Chloé Blais** ont été les autres VIS du Projet GI WACAF

## Nos Points Focaux dans la région

*Le succès du Projet repose sur le solide réseau de points focaux gouvernementaux et de l'industrie. Certains d'entre sont là depuis le lancement en 2006. Ils ont accepté de partager leur expérience.*



**Louis-Léandre Ebobola-Tsibah** est le Point Focal du Gouvernement du Gabon. Il est impliqué depuis la Conférence de Lancement organisée dans son pays en 2006.

### Quels résultats concrets avez-vous pu observer au Gabon grâce à la collaboration avec le Projet GI WACAF?

**Louis-Léandre Ebobola Tsibah:** Le Projet GI WACAF a aidé à sensibiliser et à renforcer les capacités. Grâce au projet, nous avons été en mesure de créer une plate-forme nationale, “GI WACAF Gabon”, qui est composée de représentants de l’industrie pétrolière et du gouvernement ainsi que d’autres acteurs privés du secteur maritime. Nous nous réunissons une fois par mois entre septembre et juin.

### Avez-vous constaté une quelconque évolution de la préparation aux déversements d’hydrocarbures au niveau régional ?

**LLET:** En 2006, très peu de pays avaient ratifié les Conventions pertinentes de l’OMI ou commencé à élaborer des Plans Nationaux. Au Gabon, nous étions juste en train de finaliser le Plan National. Après cela, il nous a fallu quatre ans pour établir la plate-forme nationale et deux ans de plus pour être en mesure de tester le Plan. Au cours des cinq premières années, le Projet a principalement consisté à sensibiliser à ces questions. Aujourd’hui, cela a changé car la grande majorité des pays de

la région comprennent maintenant l’importance d’avoir un Plan National en place. Enfin, le Projet est à présent axé sur la promotion de la coopération et de l’entente mutuelle entre les pays grâce à des exercices transfrontaliers. Nous pouvons dire que nous sommes, depuis la Conférence Régionale qui s’est tenue à Lagos en 2011, dans la “phase d’action”. Cependant, il y a encore des progrès à faire, notamment pour renforcer le cadre juridique et institutionnel et pour acheter du matériel, ou tout au moins pour formaliser des accords avec l’industrie pétrolière sur cette question.

### Quel est votre plus grand succès en tant que Point Focal du Projet GI WACAF?

**LLET:** Sans aucun doute, l’exercice conjoint de déploiement pour tester le Plan National, qui s’est tenu en mars 2012 à Libreville et Port-Gentil, en coopération avec l’OMI, l’IPIECA, le Cedre et la Convention d’Abidjan. Il nous a fallu deux ans pour nous préparer à cette activité, mais ce fut une véritable source de fierté pour tous les membres de la plate-forme “GI WACAF Gabon”. Trois ans plus tard, nous avons organisé un exercice bilatéral avec l’un de nos pays voisins, la République du Congo.



*Atelier sous-régional au Gabon, 2015*



**Gabriel Ikapi** est l'un des Points Focaux de l'Industrie Gabon. Il est membre de la plate-forme nationale et il a assisté au lancement en 2006.

**Pensez-vous que le Projet GI WACAF a eu un impact positif au Gabon?**

**Gabriel Ikapi:** Le Projet GI WACAF a eu des résultats concrets dans notre pays. Par exemple, le Gabon a été en mesure d'élaborer un Plan d'urgence national en cas de déversement d'hydrocarbures. Ce plan a été testé par un exercice sur table et un exercice de déploiement avec tous les acteurs impliqués dans la préparation et l'intervention en cas de déversements d'hydrocarbures : ministère de l'Environnement, ministère des Hydrocarbures, ministère de la Défense, l'industrie pétrolière à travers l'UPEGA (Union des Pétroliers du Gabon) et la société civile.

**Avez-vous été en mesure de mesurer l'amélioration du niveau de préparation et d'intervention?**

**GI:** Absolument ! La coopération le gouvernement et l'industrie a été considérablement renforcée avec la création du comité national du Projet GI WACAF. Les capacités et l'expertise nationales se sont améliorées grâce aux nombreux ateliers organisés au Gabon et dans la région depuis 2006.



Directeur du CIAPOL (Centre Ivoirien Anti-Pollution), **Martin Dibi Diagne** est le Point Focal du Gouvernement de la Côte d'Ivoire depuis 10 ans.

**Qu'est-ce qui a été réalisé en Côte d'Ivoire avec le Projet GI WACAF?**

**Martin Niagne Dibi:** Les principales réalisations sont la ratification des Conventions de l'OMI telles qu'OPRC 90, CLC 92 et FONDS 92, le développement des cartes de sensibilité, l'approbation d'un Plan d'urgence national en cas de déversement d'hydrocarbures et l'organisation d'exercices réguliers. Dans l'ensemble, l'expertise locale a été renforcée.

**Quel est votre plus grand succès en ce qui concerne la préparation et l'intervention en cas de déversements d'hydrocarbures en Côte d'Ivoire?**

**MND:** Je suis très fier de dire que j'ai dirigé le développement du Plan National ainsi que des cartes de sensibilité pour mon pays. Mais le plus important, c'est que je suis en mesure de rétablir un sentiment de confiance entre le gouvernement et l'industrie pétrolière. La coopération avec l'industrie pétrolière est très forte. Nous participons ensemble à des ateliers et à des exercices et nous partageons nos ressources.

**Avez-vous constaté une quelconque évolution au niveau régional au cours des dix dernières années?**

**MND:** Le niveau de préparation et d'intervention s'est amélioré de manière significative dans la plupart des pays. Chaque pays a un Plan National, ce qui n'était pas le cas il y a dix ans. Les discussions lors de manifestations régionales sont maintenant plus techniques et spécifiques.

## Le Projet GI WACAF, également une question d'amitié

*Au cours des dix dernières années, le Projet a réuni des représentants des secteurs public et privé de 22 pays. Il représente une excellente occasion de prendre de nouveaux contacts et de raffermir les anciennes amitiés.*



*De gauche à droite, de haut en bas : Afrique du Sud (2015), Gabon (2012), Ghana (2015), Togo (2013), Nigéria (2011), Ghana (2015), Cameroun (2011), Ghana (2015)*

“Je suis en contact avec les Points Focaux qui sont là depuis le début. Nous sommes amis”

**Louis-Léandre Ebobola Tsibah, Gabon**

# Les points de vue de nos Points Focaux



**Kojo Agbenor-Efunam, Ghana**  
“Projet très réussi”



**Fabrice Metonwaho, Bénin**  
“Le ferme engagement des points focaux dans chaque pays membre fait du Projet GI WACAF une véritable réussite “



**Octavio Cabral, Guinée Bissau**  
“Le Projet GI WACAF est un projet de renforcement durable des capacités avec une approche sur mesure, basée sur les besoins“



**Alhajie Sanneh, Gambie**  
“Informatif, plein de ressources avec d'excellents formateurs”



**Antonio Cruz Lopes, Cap Vert**  
“Le Projet GI WACAF favorise des relations de travail plus étroites entre les acteurs concernés sans aucune barrière ni entrave ”



**Jean-Paul Mwamba Nyembo, RDC**  
“L'une des principales priorités pour l'avenir est d'organiser des ateliers sous-régionaux pour faciliter la mise en place d'accords bilatéraux de lutte contre les déversements d'hydrocarbures”



**Ibrahima Camara Ngaye, Guinée**  
“En 3 mots : organisation, préparation et intervention”



**Abdel-Ganiou Soulemane, Togo**  
“Grâce à l'appui du Projet GI WACAF, tous les pays ont au moins une ébauche de Plan d'urgence national en cas de déversement d'hydrocarbures”



**Metse Ralephenya, Afrique du Sud**  
“ Le Projet GI WACAF favorise des relations de travail plus étroites entre les gouvernements, les compagnies pétrolières et les ONG ”



**Diodj Sene, Sénégal**  
“ Le Projet GI WACAF est un programme pragmatique qui rassemble tous les acteurs impliqués dans les interventions visant à renforcer les capacités régionales en cas de déversements d'hydrocarbures ”



Exercice au Gabon, 2012



**Le Projet GI WACAF est une collaboration entre l'OMI et l'IEPCA**



THE GLOBAL OIL AND GAS  
INDUSTRY ASSOCIATION  
FOR ENVIRONMENTAL  
AND SOCIAL ISSUES